Expulsion de Roms d'un squat dans le 91 : "Ils sont partis au volant d'une grosse Berline Allemande"

17/07/2015 à 17h33

Le Républicain de l'Essonne – 16 juillet 2015



Vos interlocuteurs
Baya Kanane
Tél. 01.69.16.18.35 - b.kanane@le-republicain.fr
Teddy Vaury
Tél. 01.69.16.18.32 - t.vaury@le-republicain.fr

SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON

Moins de squats, plus de logements

Face à une pénurie de logements, la mairie fait aussi face à des squats.

L'un d'entre-eux a d'ailleurs été évacué au tout début du mois de juillet. Pour Norbert Santin, maire, ce problème est fortement lié aux problèmes de logements, quelle que soit la vision que l'on peut avoir du problème.

« *La propriété privée située rue de Corbeil était squattée depuis plusieurs années et les roms qui y vivaient ont été expulsés la semaine dernière* », précisait Norbert Santin jeudi 9 juillet. Une expulsion qui s'est d'ailleurs faite non sans mal. « *Nous avions une décision de justice datant d'octobre 2014 mais nous avons dû plusieurs fois relancer la Préfecture afin de faire appliquer cette décision* », précise l'édile. Une expulsion effectuée dans le calme mais qui a permis tout de même à quelques voisins de voir les expulsés s'en aller dans une grosse berline allemande... Pour l'autre squat, la commune veut aussi expulser rapidement les roms.

Cette propriété, sise 125 rue de Corbeil, a été évacuée il y a quelques jours de ses occupants indélicats.

Plus de logements sont nécessaires

« *Le problème c'est que l'on nous demande de les reloger alors que ces personnes sont en situation irrégulière sur le territoire national. Dans le même temps, et malgré les constructions, nous avons encore beaucoup de Germinois qui sont en attente pour obtenir un logement social* », tempête Norbert Santin qui rappelle que la commune ne peut attribuer que un logement social sur 5 du parc social communal. « *Nous avons déjà 26 % de logements sociaux à Saint-Germain, nous sommes l'une des 18 communes du département à respecter ses engagements mais il nous en faut plus* », ajoute-t-il.

L'évacuation de ce squat était aussi indispensable pour la réalisation d'un projet de construction. « *Nous voulons démolir la résidence Frédéric-Mistral afin de reconstruire une résidence moins énergivore. Aujourd'hui, en hiver la facture d'électricité pour le chauffage peut monter jusqu'à 150 euros par mois* », s'exclame le maire. Un comble pour un logement social. La reconstruction se ferait rue de Corbeil où le squat vient d'être évacué. « *Mais cette propriété appartient au ministère de l'Ecologie et, malgré nos nombreuses relances pour acheter ce terrain et mettre en œuvre ce projet, nous n'avons aucune réponse* », conclut Norbert Santin. La construction de logements est pourtant une priorité gouvernementale... ▮Teddy Vaury

(Merci à Franck Guiot)